



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 29 juillet 2014

UNE ACTION QUI EN APPELLE D'AUTRES



Malgré l'annulation de la venue de François Hollande dans l'île, une bonne centaine de travailleurs et de militants se sont rassemblés le 25 juillet devant la préfecture pour dire non à la politique anti ouvrière du gouvernement, non aux cadeaux somptueux fait au patronat, non aux licenciements et à la vie chère.

Les travailleurs n'ont pas à payer une crise dont ils ne sont pas responsables. C'est au patronat, aux spéculateurs de payer pour ce qu'ils ont semé.

Oui il faudra d'autres rassemblements, d'autres grèves bien plus puissantes pour obtenir satisfaction. Ce n'est que partie remise, mais le combat doit continuer pour expliquer dans les

entreprises que la situation actuelle n'est pas une fatalité et que les travailleurs, en se mobilisant, parce qu'ils représentent une force considérable, peuvent faire reculer patrons et gouvernement pour l'augmentation générale des salaires, le développement de l'emploi dans les services publics, etc. !

SIB : 32 LICENCIEMENTS REFUSÉS

Trois mois après la fermeture de la SIB, l'Inspection du Travail vient de faire savoir aux 32 ouvriers licenciés de cette entreprise que leurs licenciements étaient abusifs. Cela ils le savaient déjà, eux qui avaient rendu publics les bénéfices de leur entreprise. Cette prise de position, si elle ne permet pas à ces camarades de faire annuler leurs licenciements, leur permet cependant d'attaquer la SIB (et donc le groupe Colgate Palmolive) devant les Prud'hommes et de lui réclamer des dédommagements plus conséquents que ceux qu'ils ont touchés jusqu'à présent.

Une nouvelle bataille s'enclenche pour ces salariés qui n'ont jamais baissé les bras et la CGTR-Est est solidaire avec eux.

PAS NÉS POUR SUBIR !

Au Tampon, les contrats d'avenir menacés de perdre leur emploi de par la décision du maire d'y mettre fin au bout d'un an ne désarment pas et font preuve de beaucoup d'imagination pour se faire entendre. Ils sont venus ainsi manifester lors du défilé du 14 juillet avec leurs pancartes avertissant la population du risque pour les enfants des écoles de ne plus être surveillés à la fin des cours et de la remise en cause des activités périscolaires. Ils ont aussi tenté d'intervenir dans le dernier conseil municipal, mais en ont été empêchés par les gros bras de TAK.

Ils ne sont pas « nés et pas d'accord pour subir » et ils le font savoir. Ils ont bien raison !

DES PARLEMENTAIRES AU CHEVET DES CAPITALISTES

Suite aux déclarations de Labro, directeur de Tereos Océan Indien, devant les parlementaires des DOM disant qu'« Il va de soi que nous ne prendrons pas l'engagement de leur (aux planteurs) acheter des cannes si nous ne sommes pas certains de vendre le sucre », les élus se sont épanchés dans la presse sur le devenir sombre de la filière canne. Ils ont à la suite des usiniers et des planteurs réclamé de l'Etat qu'il leur

[La CGTR](#) Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

donne l'assurance de compenser les pertes de revenus escomptés avec la fin des prix et quotas garantis en 2017.

Jean Claude Fruteau dans un rapport a d'ores et déjà proposé que l'aide supplémentaire de l'Etat se chiffre à 38 millions par an. Montant que Labro a estimé satisfaisant. Il a aussi suggéré de solliciter EDF pour que celle-ci augmente le prix d'achat de la bagasse aux industriels des DOM ce qui permettrait à ceux-ci de rafler 3 millions supplémentaires dont la charge serait supportée par les consommateurs d'électricité !

En fait, sous prétexte de sauver la filière canne, les solutions préconisées ne visent qu'à sauvegarder les profits des industriels et des gros planteurs avec l'argent public.

LES FAUX REMÈDES DE VERGOZ

Un nouveau rapport signé par les sénateurs Vergoz (PS) et Doligé (UMP) préconise à nouveau de supprimer la prime de vie chère pour les fonctionnaires domiens, l'utilisation de l'argent économisé au détriment de ces travailleurs dans « un dispositif permettant de réinjecter ces sommes dans l'économie ». Un goût de déjà vu auquel nous ont habitué les dirigeants de la droite et du PCR.

Nassimah Dindar ne déclarait-elle pas dans son communiqué paru dans la presse peu avant la venue (annulée) de François Hollande qu'il y avait deux catégories dans la population : les privilégiés qui touchaient la prime de vie chère et les autres travailleurs.

Exit le patronat et tout ce que la société compte d'exploiteurs !

En visant les fonctionnaires, tous ces politiciens n'ont qu'un seul but : dédouaner le patronat de son entière responsabilité dans la montée du chômage, de la précarité et de la vie chère. Le rapport des deux sénateurs sus cités n'est qu'une opération de diversion de plus qui ne trompe pas la CGTR.

PLUS ILS EN ONT, PLUS ILS EN REDEMANDENT !

Pour les patrons de la Réunion, les aides annoncées par le gouvernement, à l'occasion de la mise en place du CICE, ne font pas le compte. Dans une récente conférence de presse, ils ont réclamé une rallonge de plus de 800 millions d'euros.

Depuis que les différents gouvernements les arrosent de subventions, les exonèrent d'impôts sur les sociétés, de cotisations sociales, le chômage n'a jamais été si élevé. Cet argent est empoché par les patrons sans rien en retour pour les travailleurs. Il serait bien mieux utilisé si l'Etat créait lui-même tous les emplois utiles à la société qui manquent cruellement aujourd'hui dans l'éducation, la santé, les transports en commun, l'aide à la personne, etc.

Mais peut-on attendre de ce gouvernement à plat ventre devant le patronat un tel changement de cap dans la politique menée ? Tous les jours qui passent nous montrent que la réponse est non et que si nous voulons une autre politique il faudra que les travailleurs s'en mêlent et le fassent savoir avec leurs propres moyens, les plus appropriés : les grèves et les manifestations de rue !

FORMATION DE BASE SYNDICALE À L'URE

L'Union Régionale Est informe ses militants et adhérents qu'elle organise le 23 août prochain une formation syndicale de base dans son local de Saint Benoît. Celle-ci débutera à 8 H 30 et se terminera à midi. Un repas est prévu pour celles et ceux qui désirent se restaurer sur place.

Les sujets abordés traiteront de la plus-value, des salaires et du fonctionnement de base de l'économie capitaliste.

Afin de recenser les camarades intéressés par cette formation, nous leur demandons dès à présent de s'inscrire auprès de l'Union.

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.
Venez nombreux !

[La CGTR](#) Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68